



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 23/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CLAS GALVAPLAST

9, rue de la Fontaine
52320 Froncles

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 décembre 2024 dans l'établissement CLAS GALVAPLAST implanté 9, rue de la Fontaine 52320 Froncles. L'inspection a été annoncée le 19 novembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Moyens de lutte contre l'incendie chez les traiteurs de surface".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLAS GALVAPLAST
- 9, rue de la Fontaine 52320 Froncles
- Code AIOT : 0005701247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CLAS GALVAPLAST est une entreprise spécialisée dans le traitement de surface sur matières plastiques (ABS, polypropylène...). Les pièces traitées concernent principalement deux secteurs d'activités : la parfumerie et l'électroménager.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Sans objet
2	Désenfumage – Commandes des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Sans objet
3	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Sans objet
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-I	Sans objet
7	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ne présente pas d'alarme incendie. L'industriel a indiqué dans son courriel du 12 décembre 2024 suite à la visite d'inspection qu'un système d'alarme incendie serait mis en place en janvier 2025.

Les autres points de contrôle ne présentent pas de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : II.-Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). [...]
Constats : Le site présente 17 trappes de désenfumage qui sont contrôlées tous les ans. Le dernier rapport de contrôle a été fait en septembre 2024 avec un contrôle en août 2024. Le rapport n'indique pas de problème sur les trappes de désenfumage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Désenfumage – Commandes des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : [...] Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. [...]
Constats : Le site dispose de trappes de désenfumage avec ouverture manuelle et automatique, et la présence de fusible sur chacune de ces trappes. Les ouvertures manuelles sont présentes dans différents endroits du site, notamment à proximité des sorties de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : I - Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. [...] III. - Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. [...]
Constats : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre. Le contrôle annuel des installations électriques est fait tous les ans par une vérification des installations électriques. La dernière a été faite par Fabre Controles en juillet 2024. En cas de dysfonctionnement, des réparations sont faites. L'exploitant fait également réaliser tous les ans un contrôle de maintenance par thermographie infrarouge. Le dernier contrôle date de mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. [...]
Constats : Le système de chauffage par résistance des bacs présente un double système de sécurité avec deux sondes de températures par bacs qui ne sont pas en série, et avec deux régulateurs. Un seuil de température haute a été défini par l'exploitant. En cas de dépassement de ce seuil, le régulateur coupe le système de chauffage. Les bacs présentent également deux sondes de niveaux en parallèle par bac. Si le seuil de niveau bas est atteint, le système de chauffage s'arrête.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : I.-L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'installation est notamment dotée : a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Des extincteurs et des RIA sont présents sur le site. Le site n'est pas sprinklé. Les extincteurs et les RIA sont testés tous les ans. Les derniers contrôles datent de décembre 2024 pour les deux. En cas de changement ou de rechargement des extincteurs, ces opérations sont réalisées par le prestataire. Un contrôle des extincteurs et des RIA a été fait par échantillonnage lors de la visite du site. Les extincteurs de la zone de stockage des produits chimiques ont été vus. Ils ont été contrôlés en décembre 2023 et en décembre 2024. Le RIA de la zone magasin du site a été contrôlé en décembre 2024. L'exploitant fait également en interne un contrôle quatre fois par an des RIA avec mesure des pressions et du débit. Le tableau où sont notés ces contrôles a été présenté. Il comporte le mode opératoire pour faire le contrôle. L'exploitant a un plan d'opération interne qui date de du 10 octobre 2003 et qui est mis à jour régulièrement. La dernière mise à jour date du 24 octobre 2013. Il comporte la procédure à mettre en place en cas d'accident et les personnes à contacter, ainsi que les services de sécurité. L'exploitant a présenté également le contrôle annuel des poteaux incendies réalisé par la commune. Le contrôle de 2024 est conforme avec la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226)- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III. - Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site présente quatre portes coupes feu qui se ferment en cas de détection de fumée. Les portes coupe-feu sont contrôlées tous les ans. Le dernier contrôle date de juillet 2024.</p> <p>Le site est doté de boutons d'arrêt d'urgence qui coupent l'électricité du site s'ils sont actionnés. Le site ne présente pas d'alarme incendie.</p> <p>La fermeture des portes coupes feu ne déclenche pas d'alarme. L'industriel a indiqué dans son courriel du 12 décembre 2024 suite à la visite d'inspection, que le système de détection pour la fermeture des portes coupe-feu peut être couplé à des alarmes incendie. Il a indiqué mettre en place ce dispositif d'alarme d'ici fin janvier 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un dispositif d'alarme incendie devra être installé dans un délai maximum de 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : Le site est sur rétention. Les eaux vont d'abord dans la fosse au niveau de l'atelier et ensuite vers la fosse déportée au niveau de la station de traitement des eaux incendie qui est une station physico-chimique. Le rejet dans le milieu se fait après contrôle de la qualité des eaux et en vertu des seuils indiqués à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du site. L'industriel a transmis par courriel le 12 décembre 2024 après la visite d'inspection, le calcul de ses besoins en eaux en cas d'incendie en suivant la méthode D9. Celui-ci est de 147 m ³ . Le volume de confinement des eaux incendie sur le site est quant à lui de 153,9 m ³ , le détail de ce volume est indiqué dans ce même courriel. Le site dispose donc bien des volumes nécessaires pour recueillir les eaux en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite